

par Patrice Jorland

Lorsqu'en avril 2001 Koizumi Junichiro parvint à accéder à la présidence du Parti Libéral Démocrate et devint automatiquement premier ministre, la popularité du gouvernement conservateur était à son nadir et celui-ci ne disposait plus de la majorité à la chambre haute. Or, le « loup solitaire » à l'exubérante coiffure, au verbe tranchant et aux propos inconsistants a tenu plus de cinq ans et part de son plein gré, après avoir remporté une victoire retentissante aux élections législatives de septembre 2004, dans laquelle nombre d'observateurs ont voulu voir un acte « refondateur » du pays.

La restauration du roi lion

Trois percées décisives lui sont attribuées.

En premier lieu, ses cabinets successifs auraient contribué au redressement de l'économie nipponne en assainissant de leurs créances douteuses les bilans des banques, en déréglementant davantage, en réduisant les engagements sociaux de l'État et en obtenant la privatisation de la Poste. En bref, le montant, le contenu et la destination des dépenses publiques seront à terme reconfigurés, mais rien ne permet d'espérer plus de transparence ni une prise en compte réelle de l'intérêt général.

Par ailleurs, Koizumi est incontestablement parvenu à imposer sa marque, en composant quasiment à sa guise ses cabinets successifs. Parallèlement, il a pu donner au premier ministre, à ses services et au secrétariat du gouvernement des pouvoirs accrus. A défaut d'un régime présidentiel, inconcevable au Japon, le fonctionnement est devenu plus personnel et le style nettement « populiste ».

Enfin, le premier ministre sortant est parvenu à faire sauter plusieurs verrous ou tabous pour affirmer la volonté du Japon de jouer un rôle international à la mesure du poids de son économie. Non seulement il revendique un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU mais il développe ses moyens militaires, il resserre, approfondit et redéfinit son alliance avec les États-Unis, il ose enfin s'engager en envoyant des bâtiments dans l'océan Indien pour participer aux opérations en Afghanistan et un détachement en Irak, en

dépit d'une nette opposition populaire.

L'éclatement d'un mythe

Koizumi a décidé de se retirer du devant de la scène et le dauphin désigné -Abe Shinzô- aura été élu sans difficultés, ce 20 septembre, à la présidence du Parti Libéral Démocrate et donc à la tête du gouvernement. Aussi le cours des choses devrait-il s'accélérer, sur les trois plans de la libéralisation économique, de la réforme politique et de la posture internationale. Cela reste cependant à voir.

Certes, l'investissement repart, les réserves monétaires sont considérables, les balances extérieures excédentaires et les dépenses de recherche-développement proportionnellement les plus élevées au monde. Mais les ultra libéraux auraient tort de croire que l'archipel compte s'aligner sur le modèle américain, dont les faiblesses sont patentes, et alors que bien des éléments du modèle japonais n'ont pas perdu de leur pertinence.

Par contre, la refonte en cours depuis une quinzaine d'années s'est traduite par l'éclatement du mythe de la « grande classe moyenne ». Les contrastes régionaux se sont accentués, la précarisation s'est étendue et a pris des formes nouvelles, dont celle des « jeunes sans emploi ni formation ». On parle désormais d'une minorité de « gagnants » et d'un nombre croissant de « perdants », cependant que l'endettement de l'État et des collectivités locales reste colossal, que la natalité s'effondre et que la population commence à baisser.

La Grande-Bretagne de l'Extrême-Orient

L'autre sujet de préoccupation concerne l'international, domaine dans lequel Koizumi n'a pas radicalement innové mais a, indéniablement, fait franchir à son pays des étapes nouvelles. Depuis 1945, l'archipel n'avait pas de politique extérieure en dehors de l'alliance subordonnée avec les États-Unis, qui disposaient ainsi de bases militaires essentielles sans lesquelles ils n'auraient pas pu engager la guerre en Corée, puis en Indochine. Un réarmement s'est accompli, à la demande pressante du tuteur, qui a hissé le budget militaire au quatrième rang mondial et a notamment doté l'archipel d'une marine très moderne. Tout un arsenal législatif interdisait le déploiement outremer des effectifs, l'exportation d'armements, la possession, le passage et la présence sur l'espace japonais d'armes

nucléaires. Ces garde-fou étaient contournés au profit des États-Unis, et le réarmement restait globalement dans le cadre d'un compromis sociétal. L'action internationale de l'archipel semblait privilégier l'aide publique au développement et la participation croissante au système des Nations Unies, en particulier à propos des questions économiques et écologiques.

On aurait pu penser que la fin de la « guerre froide » conduirait l'archipel à déplacer progressivement le curseur du premier vers le second volet de sa posture internationale, d'autant plus que le Japon avait établi de bonnes relations avec la Chine comme avec les pays conservateurs d'Asie du sud-est, tout en maintenant des contacts avec ceux de l'Indochine.

Ce glissement s'est dessiné au début des années 1980, au moment du reaganisme et du « regel » des relations internationales et s'est précisé et accentué à partir du milieu des années 1990, lorsque les dirigeants américains ont choisi de faire du Japon la « Grande-Bretagne de l'Extrême-Orient ». Cette décision a été durcie, militarisée et intégrée à la « grande stratégie » impériale de l'administration Bush. Pourquoi le Japon a accepté de jouer ce rôle ? La thèse de la menace nord-coréenne n'est guère crédible. Sans doute l'émergence de la Chine, ou celle de l'Inde, constitue-t-elle un phénomène de portée historique plus convainquant.

Le fauconneau

On ne s'interdira pas de penser que l'archipel est victime de schémas anciens, schémas qui reviennent à s'aligner sur la puissance hégémonique de l'heure, à maintenir la distance avec l'Asie, à hypertrophier une prétendue « essence nationale » isolant le peuple japonais du reste de l'espèce humaine pour mieux l'engluer dans la toile du chauvinisme, et qui peuvent être considérés comme anciens parce qu'ils reproduisent grossièrement ceux construits à la fin du XIX^{ème} siècle, avant que d'être exacerbés pendant la phase dite « militariste ». C'est à rebours de cette idéologie que le Japon d'après la guerre s'est défini, sans cependant que l'extraction eût été achevée.

A cela, Koizumi Junichiro a personnellement contribué, notamment en se rendant chaque

année et très officiellement au Yasukuni jinja. Ce n'est pas un monument aux morts, mais un sanctuaire shintoïque, édifié de toutes pièces au début de Meiji pour honorer les soldats « morts pour l'empereur », où les mânes de 14 criminels de guerre ont été accueillies et où l'on peut visiter un musée tout entier dévoué à l'exaltation des guerres impérialistes. La provocation négationniste est manifeste, notamment à l'encontre des peuples asiatiques qui furent victimes de l'expansionnisme nippon.

Au « roi lion » succède un fauconneau. Abe Shinzô est issu, comme son prédécesseur, de l'aile la plus droitière du PLD et, plus nettement encore que Koizumi, participe du nationalisme idéologique et militaire. C'est si l'on peut dire de famille, puisque son grand-père Kishi Nobusuke fut l'un des dirigeants suprêmes du Japon « militariste ». Criminel de guerre de « classe A », celui-ci sortit très vite de prison grâce à ses relations avec la CIA, pour jouer un rôle éminent dans la construction du PLD, dans la structuration du système japonais et dans l'approfondissement de l'alliance nippo-américaine. Abe est un jeune homme, puisqu'il n'a que 52 ans et une faible expérience gouvernementale, ce qui le place en état de faiblesse dans un parti où il convient d'avoir la peau dure et alors que les contradictions sociales se sont aiguisées. Il a construit sa popularité (relative) en se positionnant résolument dans le camp des durs à propos de la Corée du nord, a contribué à bloquer les initiatives de son prédécesseur en la matière et s'est déclaré partisan d'éventuelles frappes préventives contre la RPDC.

Selon la thèse optimiste, le pedigree nationaliste d'Abe est tel qu'il pourrait faire un geste à propos du Yasukuni. Mais le nouveau premier ministre est un habitué de ces visites et bien que la question ne soit pas uniquement symbolique, il faudrait un peu plus pour rétablir des relations de confiance avec la Chine et la Corée du sud, pour permettre au Japon de jouer pleinement le rôle qui lui revient dans la solution des différends et dans le développement de la coopération en Asie orientale. Des voix en ce sens se sont élevées au sein même des cercles dirigeants -patronat, PLD, médias- pour mettre fin à l'isolement dans lequel l'archipel tend à s'enfermer vis-à-vis du continent asiatique. Mais selon le Dictionnaire de l'Académie française, un fauconneau est un « petit faucon », et la définition ajoute : « Il se disait figurément d'une petite pièce d'artillerie ancienne ». Tout est là. Le menu de l'avenir proche est inquiétant puisque une révision de la constitution, en particulier de son article 9, est

envisagée et que devrait être modifiée la loi fondamentale sur l'éducation, afin de distiller à la jeunesse un enseignement patriotique.